

- b) Les conditions économiques changent, entraînant des modifications dans ce qu'on peut considérer comme la superficie minimum d'une petite ferme. Dans bien des cas, le problème des petites fermes était résolu, il y a vingt ans, par leur incorporation dans de grandes fermes ou par l'abandon pur et simple. Cependant, plusieurs fermes considérées assez grandes, il y a vingt ans, ne fournissent plus un revenu convenable dans l'économie actuelle. N'oublions pas que le niveau de vie monte sans cesse et que les cultivateurs qui demeurent encore sur leur ferme s'attendent à beaucoup plus;
- c) Des cultivateurs ne comprennent pas que le problème est dû à la superficie de leur ferme; ils croient très souvent qu'il s'agit d'une question de prix ou de marché. Cela retarde la solution du problème jusqu'au moment où le cultivateur est forcé d'abandonner sa ferme.

La persistance du problème des petites fermes est donc due au changement constant des conditions économiques.

Passons à la question des recherches. Nous entrons évidemment ici dans des problèmes qui ressortissent davantage des programmes officiels; nous avons aligné les sujets sur lesquels le ministère a des idées bien arrêtées.

Aux revenus insuffisants, nous pouvons trouver plusieurs causes; mais les recherches devraient surtout tenir compte des points suivants:

- a) Les ventes minimums nettes qui assureront un revenu suffisant au cours des années.

Comme le soulignera M. Richards, un grand nombre de fermes pourraient augmenter sensiblement leur capacité de production sans que pour autant nos problèmes les plus aigus soient résolus. Un exemple extrême nous en est donné par la récolte de pommes de terre qui, même à son mieux, soit 800 sacs par acre, ne donne pas un revenu suffisant pour vivre en cultivant une acre.

- b) Quel doit être le volume des ventes dans chaque catégorie de culture ou d'animaux pour que le revenu soit suffisant, et quelle superficie de terre est nécessaire pour cette production.

Les renseignements de ce genre se trouvent dans les études des livres de compte et du prix de revient en Ontario; mais il faudrait les compiler et surtout les interpréter. Nous y travaillons par l'intermédiaire d'un comité interministériel; mais nos études portent surtout sur le nord de l'Ontario où se trouvent un grand nombre de petites fermes. Mais la réunion dans de grandes fermes ne donne pas les mêmes problèmes que dans le cas des terres morcelées du sud d'Ontario.

- c) Certains programmes d'assistance pour la constitution de fermes d'une meilleure superficie, tels des partages collectifs.
- d) Les moyens d'accélérer l'adaptation aux nouvelles conditions par:
 - (i) Des programmes d'éducation destinés aux adultes;
 - (ii) L'achat de terres pour le reboisement ou le pâturage, les propriétaires anciens ayant le droit de vendre et de finir leurs jours sur la ferme (plan de New York).

Là où il faudrait déplacer un grand nombre de personnes, on pourrait instituer de vastes programmes de formation des adultes visant à donner à ces personnes des aptitudes spécialisées qui leur permettraient de gagner autrement leur vie. En Ontario, des régions n'offrent guère de moyens d'apprendre ce qu'il faut pour travailler dans l'industrie, par exemple. Certaines écoles de métiers pourraient aider grandement dans certaines régions, bien que peu de régions de ce genre soient en cause. A New-York, on utilise cette méthode d'achat à possession retardée pour les terres destinées au reboisement.

Le sénateur HORNER: Ces terres demeurent-elles la propriété de l'État?